



# ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

architectes

Question écrite n° 20150

## Texte de la question

M. Émile Blessig attire l'attention de Mme la ministre de la culture et de la communication sur les préoccupations des maîtres d'oeuvre suite au projet de modification du seuil de 170 m<sup>2</sup>, seuil au delà duquel le recours à un architecte est obligatoire pour la construction d'une maison individuelle. Le recours à un architecte en deçà du seuil de 170 m<sup>2</sup> n'est pas sans conséquences. L'intervention d'un architecte tant au niveau de la conception qu'au niveau de la maîtrise d'oeuvre pour toute construction d'une maison individuelle aura pour conséquence d'engendrer, pour les familles, des surcoûts financiers. Par ailleurs, c'est toute une profession qui est concernée, et ce projet risque de mettre en péril les quelques 10.000 maîtres d'oeuvre construisant des maisons individuelles. Certes, à la suite du Grenelle de l'environnement, il a été établi que les professionnels du bâtiment devaient se pencher sur les problèmes d'économie d'énergie liés à la construction. Mais les maîtres d'oeuvre en bâtiment sont, comme les architectes, sensibilisés aux problèmes d'économie d'énergie. Enfin, à l'heure où la tendance est plutôt à l'ouverture du marché, cette mesure irait plutôt dans un sens contradictoire créant un monopole absolu en faveur des architectes. C'est pourquoi il lui demande de bien vouloir lui faire part des intentions du Gouvernement, quant aux modalités d'exercice de leur profession par les maîtres d'oeuvre.

## Texte de la réponse

Le ministère de la culture et de la communication, en charge de l'architecture, a pour objectif, aux côtés du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (MEEDDAT), d'améliorer la qualité du cadre de vie et de répondre aux critères du développement et de l'aménagement durables des territoires. Dans ce contexte, la question du seuil d'intervention de l'architecte ne peut être considérée isolément, du seul point de vue de l'organisation du marché des constructeurs de maisons individuelles, mais doit être replacée dans une perspective plus large de préservation des espaces et de lutte contre l'étalement urbain. La ministre de la culture et de la communication souhaite inscrire son action dans un ensemble de réformes visant à renforcer les critères qualitatifs de toute la chaîne de l'urbanisme et de la construction, mais aussi à permettre le recours pour chaque citoyen aux professionnels compétents. En effet, on constate que la prolifération de maisons individuelles sans réflexion architecturale contribue à l'étalement urbain. Les habitants de maisons individuelles sont maintenant confrontés aux augmentations du prix de l'énergie et des transports. Cette forme d'habitat s'avère très coûteuse en voirie, en réseaux et en énergie et il faut réfléchir à la meilleure conciliation avec les principes du développement durable. Les différentes lois sur l'urbanisme et le logement, ainsi que la réforme du permis de construire, tendent à mieux prendre en compte ces questions. Une des réponses aux défis évoqués lors du « Grenelle de l'environnement » consiste à apporter de nouvelles solutions de conception architecturale pour éviter l'étalement urbain et à intégrer les nouveaux dispositifs techniques et énergétiques dans les projets de construction, tout en assurant leur bonne insertion dans l'environnement naturel et urbain. Les savoir-faire innovants et les retours d'expérience sur des architectures bioclimatiques et solaires réalisées dans plusieurs États membres de l'Union européenne sont souvent disponibles chez les architectes, dont l'expertise doit pouvoir être mieux mobilisée. Dans ce contexte, plutôt qu'une étude d'impact partielle et limitée, la ministre de la culture et de la communication propose que ses

services lancent avant l'été 2008, avec le MEEDDAT et le ministère en charge du logement, une mission conjointe pour organiser une large consultation de l'ensemble des professionnels, des organismes constructeurs et des représentants des particuliers, afin de formuler des propositions concrètes et réalistes conciliant le souci de qualité architecturale et environnementale et un coût maîtrisé de la construction.

## Données clés

**Auteur :** [M. Émile Blessig](#)

**Circonscription :** Bas-Rhin (7<sup>e</sup> circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 20150

**Rubrique :** Architecture

**Ministère interrogé :** Culture et communication

**Ministère attributaire :** Culture et communication

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 8 avril 2008, page 2936

**Réponse publiée le :** 8 juillet 2008, page 5894